



**Déclaration des élu-e-s CGT EDUC'ACTION  
à la CAPA Avancement accéléré des 6<sup>ième</sup> et 8<sup>ième</sup> échelons  
11 juin 2021**

**Monsieur le Recteur, Mesdames et Messieurs les membres de la CAPA,**

La **CGT Educ'action**, alerte depuis des mois, le ministre, sur les difficultés qu'il y aurait à tenir les examens de façon normale cette année.

Le ministre s'est enfermé pendant des semaines dans la posture du « tout va bien à l'école » malgré une dégradation évidente de la situation et les alertes lancées par les organisations syndicales.

A la **CGT Educ'action**, nous considérons que cette situation dégradée, qui va induire un immense gâchis pour les élèves, est d'abord le résultat de la politique d'un ministre qui n'a pas donné à l'école les moyens qui lui aurait permis de mieux traverser cette crise.

Pour garantir leur réussite scolaire, leur apprentissage citoyen, leur projet professionnel, il était pourtant indispensable que les élèves puissent travailler en effectifs réduits de façon permanente. Seules des DHG suffisantes pouvaient permettre cette qualité d'apprentissages. C'est uniquement ainsi que peuvent être mis en œuvre les objectifs et axes du projet académique déterminés pour la période 2018-2022 : « Assurer la maîtrise des fondamentaux et des compétences pour chaque élève » ; « Accompagner l'élève dans la construction de son parcours » ; « Garantir l'insertion ». Les DGH doivent donc être en adéquation avec ce projet académique sans quoi les ambitions resteront a minima en laissant des élèves sur la route dans un contexte social où la nécessité de former des futur-es citoyen.nes et professionnel-les est un enjeu sociétal.

En ce qui concerne les lycées professionnels en particulier, alors que le ministre affiche régulièrement leur savoir-faire, la coupe envisagée dans les moyens attribués va dégrader les conditions d'enseignement et de transmission des savoirs. Que dire à nouveau des dispositifs d'AP, de co-intervention, de chefs d'œuvre qui alourdissent considérablement le travail des enseignant-es, engendrent une suppression drastique des heures disciplinaires et une perte de sens du métier. En cette fin d'année, rien n'a été anticipé, en conséquence, les personnels et les élèves se trouvent dans une situation de stress qui était évitable. Nous demandons une adaptation des sujets d'examen, une neutralisation du chef d'œuvre en CAP et un allègement de la pression certificative qui paraissait indispensable !

A l'inverse de toute logique, le ministre a préféré s'obstiner à maintenir les épreuves du chef-d'œuvre, dispositif hautement idéologique, impossible à préparer correctement en classe et qui pénalisent les élèves les plus fragiles.

A propos de la revalorisation salariale, la CGT Educ'Action n'attendait rien des résultats du Grenelle de l'Éducation et l'avait même le quitté dénonçant la parodie de dialogue social et le danger que les futures mesures pouvaient constituer pour les personnels, au regard des annonces. La CGT Educ'Action considère que toutes les éventuelles mesures qui pourraient en sortir (et pour le moment très floues) relèvent principalement de l'agenda social mené depuis deux ans au sein du ministère. En clair, il n'y avait pas besoin d'un Grenelle pour parvenir à de tels résultats.

La principale annonce reste la future dotation de 400 millions d'€ devant permettre une « revalorisation salariale » en 2022. Si nous savons déjà qu'il n'y aura pas d'augmentation indiciaire et que c'est l'individualisme qui primera, nous ne savons pas en revanche qui en bénéficiera ni les modalités d'attribution. La CGT Educ'Action dénonce ce nouveau recours aux augmentations indemnitaires car source d'inégalités, qui touchent d'ailleurs principalement les femmes. Des mesures concernant les ressources humaines sont encore en suspension et devraient évoluer. La CGT Educ'Action connaît l'idéologie Blanquer, sa vision ultralibérale des établissements et de l'École en général, ou son goût pour l'aspect « managérial » des missions des personnels de direction... Elle refusera toute tentative de s'attaquer aux statuts des personnels, d'augmenter leur charge de travail et de dégrader encore un peu plus leurs conditions de travail, en appelant les personnels à se mobiliser.

Et ce n'est pas le PPCR qui va permettre une revalorisation salariale. Nous profitons de cette CAPA d'avancement accéléré des PLP pour rappeler que ces modalités d'évaluation des enseignant-es conduit au découragement des collègues dont certain-es se sentent victimes de l'arbitraire le plus total avec des appréciations finales souvent perçues comme injustes. Nous souhaitons ainsi rappeler que dans l'Éduc'Action, l'austérité se poursuit aussi avec le gel du point d'indice. La CGT Éduc'Action tient à réaffirmer ses revendications pour une véritable revalorisation salariale garantissant l'égalité professionnelle par notre attachement à un système égalitaire d'avancement automatique sur 18 échelons, par une promotion déconnectée de l'évaluation professionnelle, par une grille indiciaire de rémunération compensant la perte du pouvoir d'achat depuis 2000 et reconnaissant nos qualifications.

Nous concluons par nos remerciements aux salarié-es du rectorat qui subissent également de plein fouet les restrictions budgétaires avec des suppressions de postes ainsi que la dégradation de leurs conditions de travail avec le dogme « faire toujours mieux et plus avec moins de moyens ».

*Les élu-es CGT Éduc'Action*